

## Entre les deux tours de la Présidentielle...

### Meeting à Acropolis 2/5/2007

#### Intervention de Dominique Boy-Mottard

Pourquoi sommes-nous là ce soir ? Est-ce que c'est pour le « Tout sauf Sarkozy » ? Remarquez bien, ça pourrait se comprendre : à part Le Pen à la tête de notre pays, je ne vois pas ce qui pourrait nous arriver de pire. Pourtant, si le candidat de l'UMP est élu, la vie ne s'arrêtera pas. Est-ce que la vie s'est arrêtée quand Bush a été élu aux Etats-Unis ? Est-ce que la vie s'est arrêtée quand Berlusconi est arrivé au pouvoir en Italie ? ou encore Poutine en Russie ? Non, la vie ne s'est pas arrêtée, mais elle a été beaucoup plus dure pour les plus faibles. Et cela ne va pas sans laisser de traces. Souvenons-nous de la politique menée par Margaret Thatcher : elle a conduit à changer profondément la société anglaise, et aujourd'hui, cette société en porte encore les stigmates.

Donc, il faut avoir peur de Sarkozy. Pour autant, ce n'est pas que cela qui nous motive. Si nous sommes là ce soir, c'est surtout parce que nous souhaitons la victoire de celle qui est devenue notre candidate commune pour ce second tour.

Chacun sait qu'au cours du quinquennat à venir, des mesures drastiques devront être prises dans un certain nombre de domaines (la dette, les retraites, la sécurité sociale...). Lorsqu'on est en période de « toujours plus », la justice sociale est peut-être un impératif moins absolu dans la mesure où, tout le monde profitant du progrès, les plus humbles en profitent aussi, même s'ils en profitent moins. Je n'ai jamais cru, comme le dit la chanson, que la misère était moins dure au soleil, mais elle est par contre moins dure en période d'expansion de l'Etat Providence.

Au contraire, lorsque vient le temps du sacrifice et du partage, la justice sociale est essentielle, elle est vitale. Les efforts ne peuvent pas être également répartis entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien.

Monsieur Sarkozy, lui, a tranché : il faut faire payer les pauvres ! Il me rappelle le FMI quand il intime l'ordre à l'Ethiopie ou au Mali de ne pas vivre au-dessus de leurs moyens et de mettre en place une politique de rigueur. Monsieur Sarkozy, c'est le FMI dans la société française.

Avec Ségolène Royal, nous pourrions conjuguer la responsabilité et la justice sociale. La responsabilité, parce que nous sommes prêts à affronter les défis de demain, même si, pour cela, nous devons remettre en cause certains aspects de l'Etat providence hérités des Trente Glorieuses. Mais pour nous, hommes et femmes de gauche, du centre peut-être aussi, cette responsabilité doit aller de pair avec la justice sociale, parce que non, ce ne sont pas les pauvres qui doivent payer, c'est la solidarité nationale. Et la solidarité nationale, ça consiste à faire payer plus les plus riches.

Demain aura lieu dans toutes les FNAC de notre pays une journée de grève. Ici même, à Nice, le personnel a été appelé à se mobiliser. Pourquoi ? Parce que malgré un résultat qui a progressé de 10% et demi en 2006, le groupe PPR dont la FNAC est une filiale, considère que ce n'est pas assez. Pensez donc, le résultat du groupe est en progression de presque 20% : la FNAC fait figure de parent pauvre. Du coup, le plan social annoncé par les dirigeants prévoit la suppression de plus de 300 postes administratifs. A Nice, la conséquence est la suppression de 7 emplois et demi sur 9. Dans le même temps, Monsieur Pinault, PDG du groupe, aura touché en 2006 presque 2 millions d'euros de rémunération. Est-ce que cela est juste ? Non, cela n'est pas juste.

La justice, c'est en France bien sûr, mais pour nous, à gauche, c'est aussi la justice du monde. C'est pourquoi je voudrais dire un mot sur un sujet qui devrait tous nous mobiliser : la situation au Darfour. Et je le fais en pensant à notre camarade et ami, Jean-François Knecht, que son implication dans les questions humanitaires avait conduit à plusieurs reprises, et dans la plus grande discrétion, à se rendre en Afrique. Pour le Darfour, nous connaissons tous la situation : des centaines de milliers de personnes sont mortes, tuées par l'armée soudanaise et ses milices, plus de deux millions de personnes ont été chassées de chez elles. Une europétition d'urgence a été lancée auprès des chefs de gouvernement et des institutions de l'Union Européenne avec pour objectif l'obtention d'un million de signatures. Cette pétition est en ligne : alors, mes amis, je vous invite à la signer massivement.

Les questions internationales constituent la principale compétence du Président de la République en France. Dès lors, on peut regretter qu'elles aient été un peu occultées lors de cette campagne. Elles ont été à peine abordées lors du débat télévisé d'hier soir.

Et justement, je voudrais conclure avec ce débat. Sur le fond, sur la forme, je laisse les commentateurs commenter, les analystes analyser, les politologues ratiociner. Mais en écoutant les deux candidats, j'ai eu l'impression qu'il y avait deux France et celle défendue par Ségolène Royal m'a rappelé celle décrite par Jean Ferrat dans sa chanson, « Ma France ». Cette France, c'est celle dont « l'air de liberté donne le vertige aux peuples étrangers », c'est celle « qui ne possède en or que ses nuits blanches pour la lutte obstinée de ce temps quotidien », c'est « celle qui tient l'avenir serré dans ses mains fines », c'est « celle de trente-six à soixante-huit chandelles ». Monsieur Sarkozy, ne vous en déplaise, c'est ça la France, c'est ça la France Présidente.